

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

2 365-76 RENNES

"Le Peuple breton" - B.P. 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé.

LE PEUPLE BRETON

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

ELECTIONS LEGISLATIVES

DES RAISONS D'ESPERER

(Voir notre éditio page 2)

5 AVRIL :

Réouverture du procès Ben Barka



« ... des responsabilités subalternes... »
Qu'en pensent MM. Frey et Sanguinetti ?

IFFIG

se penche sur
l'affaire Bollelli...

(Voir suite page 4)

LIBRAIRIE

"Brentano's"

Tous les livres français et étrangers
7, quai Chateaubriand - RENNES
Tél. 40.70.32

Les candidats et notre programme minimum

Il est intéressant de noter la part croissante qu'occupe le problème breton dans les préoccupations des candidats de gauche en Bretagne. Ce fait se constate dans leurs professions de foi, mais surtout dans leurs réponses au programme minimum (P.M.D.R.) que l'U.D.B. avait soumis à leur examen et à leur approbation (1). Des nombreuses réponses que nous avons reçues, certaines méritent un commentaire ou une attention particulière. Tout d'abord l'accord complet des 8 candidats communistes de Loire-Atlantique, dont la Fédération semble nettement en avance, en matière bretonne, sur les autres, spécialement le Morbihan et le Finistère. La Fédération d'Ille-et-Vilaine, quant à elle, se borne à une acceptation du principe de l'assemblée régionale élue au suffrage universel, sans préciser sa position sur la question de l'exécutif.

Chez les socialistes, l'évolution est aussi nette. Routier-Preuvost, président et candidat de la F.G.D.S. de Loire-Atlantique, montre bien à quels obstacles elle se heurte, en nous répondant au nom de sa Fédération.

« Nous sommes parfaitement en accord avec le programme que vous nous soumettez, et tout à fait décidés à revaloriser la fonction élective à tous les niveaux de la représentation du corps électoral et à remplacer les représentants désignés par le pouvoir central dans les régions, départements et arrondissements par des élus. Toutefois, en ce qui concerne les institutions régionales, notre position n'est pas partagée au plan national par l'ensemble des membres de la F.G.D.S. »

Souvent, les réponses sont claires, mais gardent une ambiguïté sur la notion même de « région » : ainsi Milpied, candidat du P.S.U. à Nantes, nous écrit :

« Vous voudrez bien excuser mon retard à répondre à votre lettre et au programme régional que vous avez bien voulu me faire parvenir. La cause en est peut-être l'accord sans réserve que je donne à vos positions... c'est avec satisfaction et sans étonnement que je constate une identité de vue sur les notions de participation et de responsabilité comme conditions d'une véritable démocratie. »

Mais beaucoup de candidats de ces formations hexagonales de gauche, même lorsqu'ils sont d'accord avec notre programme, ne peuvent s'engager à l'appliquer, car ils ne sont autorisés à s'engager que sur le programme de leurs partis respectifs, dont les « instances nationales » et les diverses fédérations restent souvent fidèles à un bonapartisme camouflé sous la phraséologie jacobine. Fussent-ils élus que les candidats de gauche bretons seraient liés à leurs partis par la discipline de vote et ne pourraient prendre aucune des initiatives hardies qui s'imposent. Leur seul moyen d'action serait celui de ces néo-gaullistes que sont les centristes : infléchir de l'intérieur la politique de leur gouvernement ou de leur parti. L'exemple des trois dernières républiques montre bien l'inefficacité de tels efforts.

C'est toute la structure centralisée des partis politiques français, inadaptés à la réalité économique, sociale et culturelle des « pays » de France et particulièrement la Bretagne, qui est donc en cause. L'U.D.B. pour sa part, a entrepris d'en tirer la leçon.

J.-J. M.

(1) Voir dans "le P. B.", n° 39 (février), "Spécial Elections", le texte intégral du P.M.D.R. et les premières réactions des candidats.

A BREST, UNE NOUVELLE FAUNE...

Ils sont à Brest depuis octobre. La nuque méticuleusement rasée dépassant d'un curieux bérêt à guides, la taille prise dans une jolie veste noire, avec ce rejet vers l'arrière des épaules, cette imperceptible cambrure des reins et cette petite moue d'orgueil qui fait que l'on sait à vingt mètres que leur père et leur grand-père furent militaires, ils ont conquis la rue de Siam, le samedi et le dimanche, quand on les lache.

Les élèves du Collège Naval ont reçu en novembre dernier la visite de M. Messmer, venu inaugurer le centre d'instruction naval de Brest. Il leur a rappelé, et la télévision « régionale » s'est chargée de le transmettre aux quatre coins de l'Ouest, que leur venue répondait à une « vocation », celle qui appelle Brest à devenir un grand port militaire — celle qui appelle donc sa région à devenir un désert industriel et intellectuel. (Mais ne troublons pas le concert des autofélicitations...)

Qu'est-ce donc que ce collège naval ? C'est d'abord un immense bâtiment en pierres de taille, qui domine l'entrée de la rade. On dit que son prix de

revient est de deux milliards et demi (c'est plus que la faculté des sciences...). On n'a évidemment rien négligé pour donner à l'ensemble une allure colossale apte à faire comprendre à n'importe quel visiteur la grandeur de l'armée française : chaque pierre de soutien de fenêtre par exemple coûte 150 000 francs.

La marine en finance bien sûr une partie ; l'argent de la vente à la ferraille du cuirassé *Richelieu* y sera affecté ; on espère en tirer 800 millions, en étant optimiste. Mais parmi les marins, on dit que 500 ça serait déjà beau !

Pour le reste, c'est l'Education nationale qui intervient (1) : cela fait partie de son énorme budget — vous savez : jamais l'éducation nationale n'a autant que depuis 1958...

Tout ceci pour 186 élèves. Et il y en aura quatre cents l'an prochain se gargarise *Le Télégramme*. En réalité on pensait en sélectionner quatre cents, par voie de concours, cette année. Mais il n'y a pas eu deux cents candidatures, un fiasco tel qu'on a été assez heureux de trouver des stagiaires malgaches

pour remplir quelques places vacantes. On n'a donc pas été très difficile sur la qualité : il suffisait d'être fils de militaire (officier quand même de préférence) et de présenter un niveau presque mais tout à fait suffisant pour rester dans un lycée normal. La moitié des élèves se trouvent ainsi dans une classe dont ils ne possèdent pas le niveau. C'est cela sans doute pour M. Messmer la démocratisation de l'enseignement : A intelligences égales, accès égal à l'instruction.

C'est cela sans doute, M. Messmer, la « vocation » de la Bretagne : accueillir une entreprise de rattrapage pour enfants de militaires insuffisamment éveillés.

J. G.

(1) Il s'agit bien de la même organisation qui n'a pas réussi à monter un chauffage correct à l'école de Saint-Pol-de-Léon (d'où des asphyxies), qui vient de s'illustrer dans l'affaire du C.E.S. du Porzou à Concarneau (d'où des heurts C.R.S.-parents), qui ne réussit pas pendant plusieurs années à boucher un trou dans le mur d'une école maternelle de Brest.

Edito

Nous devons dire tout de suite que cet éditorial est écrit entre les deux tours des élections législatives. Nous reviendrons dans notre numéro d'avril — avec un commentaire aussi complet que possible — sur la signification et le contenu de ces élections législatives en Bretagne.

MÉPRIS DE L'ÉLECTEUR

Nous voudrions dès maintenant souligner certains aspects de la campagne électorale : d'abord la mise en œuvre de très grands moyens matériels par la majorité gaulliste. C'est le caractère le plus évident, avec le recours à "Services et Méthodes" et à tout son arsenal (des badges au canon à images), avec l'impression à des millions d'exemplaires de "France-Avenir" et la distribution très large du magazine de propagande gouvernementale "France-Demain" (neuf numéros parus avant le 5 mars) ; on remarquera au passage l'appropriation du destin de l'hexagone par la majorité. Ajoutons à tout cela l'apparition du président de la République la veille même du scrutin. L'emploi de ces énormes moyens est conçu dans un double but : le mépris de l'électeur tout en lui donnant l'illusion qu'on le respecte et, sous prétexte d'une simplification de la vie politique, la lutte contre tout contenu idéologique. Mépris de l'électeur. Comme exemple du mépris nous pourrions citer la méthode de discussion de M. Sanguinetti, la reconnaissance par certains membres de la majorité de l'inutilité de la Chambre des Députés ; nous voudrions dénoncer surtout l'amplification du chantage aux crédits, chantage particulièrement utilisé bien sûr en Bretagne. Certes ce n'est pas la V^e République qui a inventé cette méthode et ce n'est pas un hasard si certains observateurs politiques ont qualifié le gaullisme de néo-radicalisme. Seulement cette méthode n'est plus la caricature d'une volonté de démocratie à la base (même sous la forme de comités - groupes de pressions) comme sous la III^e République, mais elle est érigée en stratégie politique, renforçant un peu plus l'aliénation de certains de nos compatriotes. Rien de plus caractéristique à cet égard que la déclaration de Malraux, venu à Quimper soutenir Michelet : « Si je suis ici, c'est qu'il y a quatre ans le général de Gaulle avait demandé que la priorité soit accordée à la Bretagne. En voyant qu'elle n'avait pas été octroyée, il a envoyé ici un grand ami en la personne de M. Michelet. Par ma voix, le général de Gaulle vous dit : « Je vous envoie Michelet parce qu'il est mon compagnon et parce que je compte sur lui pour vous aider et vous servir. » En si peu de mots, nul n'avait jamais si bien exprimé la responsabilité du gaullisme à l'égard de la Bretagne et le mépris du gaullisme pour les Bretons auxquels on demande sans pudeur de reconduire par leur vote la même trahison.

JUSQU'OUÛ IRA CE RÉGIME AUTORITAIRE ?

Le deuxième aspect — et le gaullisme ici rejoint son cousin germain le centrisme — est la lutte contre tout contenu idéologique, contre toute manifestation de maturité politique. Cela se manifeste par l'anticommunisme systématique (des interventions de M. Sanguinetti au cours des débats d'Europe n° 1 à la phrase du général de Gaulle rapportée par M. Bourges à l'issue du Conseil des ministres du mercredi 8 mars), par le mépris du programme (d'où la hargne des gaullistes à démontrer que la gauche n'avait pas de programme ; sans doute comptaient-ils masquer l'absence du leur) qu'on remplace par des slogans pris à droite (stabilité - prospérité) et à gauche (paix). D'aucuns ont parlé de repolitisation — au vu par exemple du faible taux d'abstentions — ; s'agit-il de cela : une forte participation n'est pas automatiquement associée à une conscience politique élevée. Nous pensons plutôt qu'il y a eu transfert du caractère plébiscitaire propre au régime autoritaire gaulliste sur les élections législatives : le label gaulliste a, d'une manière générale, été efficace (le peu de succès des dissidents gaullistes est une preuve a contrario). Nous sommes actuellement à une étape où le gaullisme maintient une fiction de parlementarisme.

Les exemples historiques récents peuvent nous faire craindre que le gaullisme aille plus loin dans la voie autoritaire d'autant plus que lors de la campagne les gaullistes ont montré qu'ils avaient toujours à leur service des gens capables de régner avec la matraque et la terreur (des "gorilles" de Grenoble aux matraquages nocturnes).

LA LEÇON DES RÉSULTATS : NOTRE COMBAT NÉCESSAIRE

Dans ce contexte, les centristes qui jouaient aux opposants sans idéologie et sans programme, sinon de rallier le gaullisme infléchi contre quelques ministères, ont été écrasés. Nous avons dénoncé dans notre numéro de février la double hypocrisie du centrisme en Bretagne : les résultats du premier tour et les désistements pour le second tour nous ont donné raison. Quoi de plus honteux que l'attitude d'A. Colin, de Morlaix, qui se désiste en faveur du candidat gaulliste Lelong ? A Quimper, le candidat centriste R. Omnès, en se retirant, fait tout naturellement le jeu de Michelet ; leur imposture est éclatante. Peut-être certains de leurs électeurs comprendront un jour ; la distance qui sépare ces électeurs sincères de la gauche est grande, mais le combat contre le gaullisme n'est pas fini et la gauche en Bretagne n'est pas encore majoritaire.

Parti breton de gauche, l'Union Démocratique Bretonne n'a pas lieu d'être mécontent des résultats tels que nous les connaissons après le premier tour. Nous avons enregistré avec satisfaction les réponses faites à notre programme minimum démocratique régional auprès de toutes les formations de gauche (on en trouvera par ailleurs dans ce numéro un écho) ; nous constatons le progrès général de la gauche dans 29 circonscriptions sur 33. Ce progrès est la plupart du temps associé à l'un ou l'autre des faits suivants : soit le dynamisme des personnalités en présence (progrès de la gauche sensibles en Ille-et-Vilaine et en Loire-Atlantique, progrès liés dans ces exemples au dynamisme de la Fédération de la Gauche), soit la primauté donnée au travail à la base sur les appareils (progrès communistes dans les Côtes-du-Nord).

La gauche communiste et non-communiste a commencé — plus ou moins suivant les circonscriptions — à intégrer dans sa campagne des thèmes tendant à faire prendre conscience aux Bretons de la situation qui leur est faite ; elle

(Voir suite page 4.)

LA VIE DU PARTI

SECTION DE BREST

Les camarades brestoises poursuivent activement leur travail : réunion, ventes à la criée, ventes en dépôts et plusieurs abonnements et réabonnements. A Roscoff, l'un de nos camarades a vendu seul une quarantaine d'exemplaires du numéro "Spécial Elections" et a participé à la campagne pour R. Prat, prenant la parole au nom de notre parti, lors d'une réunion publique.

SECTION DE PARIS

La section fait preuve, depuis sa création, d'un grand dynamisme. Les ventes à la criée ont donné d'excellents résultats et le nombre des abonnements recueillis ne cesse de croître. Le groupe des militants parisiens grandit, lui aussi, et les sympathisants sont invités aux réunions.

SECTION DE QUIMPER

Les membres de la section, malgré leur éparpillement dans la région quimpéroise, demeurent en contact permanent. Aux activités habituelles (vente du journal, réabonnements, contrats de publicité, etc.) est venu s'ajouter, ce mois-ci, un effort particulier durant la campagne électorale.

SECTION DE SAINT-MALO

Réunions fréquentes, vente du journal en dépôts et participation à la campagne du candidat de la Fédération.

SECTION DE RENNES

Les ventes du journal vont atteindre ce mois-ci un chiffre record : outre les ventes aux lieux habituels, une vente fut organisée à l'entrée de la réunion avec F. Mitterrand. La campagne électorale mobilisa une partie de la section : nos camarades portèrent la contradiction au député-robot Le Douarec et aidèrent à la campagne de M. Philipponneau que notre parti soutenait dans la circonscription de Rennes-Sud.

RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR

Le 12 février, tous les membres du comité directeur se sont retrouvés à Saint-Brieuc. La presse, la trésorerie et les affaires intérieures et extérieures furent examinées avec soin. Comme pour la réunion du mois précédent la situation électorale fut au cœur des discussions.



IFFIG

monté en bateau la rivière de Châteaulin a admiré en face de Landévenec la colline entière transformée en abri antiatomique pour l'arsenal de Brest.

— A vainement cherché un abri destiné à la population civile.

— a calculé qu'au rythme où se poursuit le déménagement économique il n'y aurait plus guère de population civile à protéger en Bretagne quand sera prête vers 1975 ou 1980 la guerre atomique, type Hiroshima, que prépare le gaullisme.

— comprend dans ces conditions que le gouvernement ait évité les dépenses inutiles et ruineuses.

— a été très surpris de recevoir un coup de téléphone du service de presse de M. Pisani pour lui demander s'il comptait participer au meeting que le dit ministre tint aux Lices avant le premier tour des élections législatives ;

— a été encore plus surpris de savoir que sa réponse était destinée aux services statistiques ;

— s'est demandé alors comment ces réponses allaient être traduites dans les statistiques du ministère de l'Équipement ; en kilomètres d'autoroutes ?...

— s'était tu jusqu'ici sur « l'affaire Bollelli » ;

— rappelle, pour les non-initiés, que la propriété appartenant à la famille Bollelli se compose notamment d'un très grand parc en bordure du canal d'Ille-et-Rance, au nord-ouest de Rennes, que la municipalité rennaise — voulant y réaliser des travaux d'aménagement et étant en conflit depuis une dizaine d'années avec la famille propriétaire — venait d'avoir gain de cause quand intervint une procédure de classement comme site, qui bloquait tout ;

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR "LE PEUPLE BRETON"

Nous paraissions ce mois-ci sur quatre pages. Ceci afin de "souffler" financièrement et de faire le point après deux efforts successifs : le passage à 6 pages, deux mois de suite et — tous nos lecteurs ne l'avaient peut-être pas remarqué — l'augmentation de notre tirage de 500 exemplaires.

Nous conservons désormais ce tirage en progrès et peut-être serons-nous amenés à progresser encore d'ici la fin de l'année : c'est dire si **Le Peuple Breton** voit son influence grandir doucement mais sûrement. Nous nous sommes fait une règle de ne pas avoir d'ambitions que nous ne pourrions atteindre raisonnablement dans des délais normaux. Nous progressons (sur tous les plans) mais à notre rythme, sans bluff, en bâissant pour demain du "solide" : c'est ainsi et ainsi seulement que le combat breton peut être gagné ! Toute autre méthode est néfaste, voire dangereuse, car elle risque de décourager des enthousiasmes fragiles.

Dès le mois prochain, très probablement, **Le Peuple Breton** reparaitra sur 6 pages et pour beaucoup plus longtemps, peut-être, si vous le voulez, si vous continuez — comme ce mois-ci, à aider la presse bretonne libre. N'oubliez pas qu'un **Peuple Breton** dans un foyer c'est un peu de la Bretagne qui revit...

Troisième liste

Y. C., Plœumeur	10,00 F
Y. C., Kemper	10,00 F
Anonyme, Brest	50,00 F
P. M. Plœumeur	5,00 F
R. T., Brest	5,00 F
G. E., Vannes	5,00 F
Anonyme, Saint-Brieuc	2,00 F
P. R., Dinan	90,00 F
M. D., Meknès (Maroc)	5,00 F
Anonyme, Saint-Servan	10,00 F
Marcel Lucas, Saint-Brieuc	10,00 F
Jacques Corre, Rennes	10,00 F

Total de la troisième liste .. 212,00 F
Report des listes précédentes 549,00 F

TOTAL 661,70 F

Les participations à la souscription doivent être adressées au Peuple Breton, C.C.P. 2365-76 Rennes, en précisant au dos de l'envoi : Souscription.

CAFÉ - BRASSERIE

"Les Messageries"

Place de la Mairie
"Steak-frites" 4 F - 2 salles de réunions
Ouvert jusqu'à 2 heures du matin

Pour résoudre vos problèmes

- de fiscalité
- de contentieux juridique
- Etudes financières

adressez-vous à

Joseph Moreau

59, avenue de la Gare
29 S - CONCARNEAU
B. P. 96

MIROITERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures
TY BOS - QUIMPER - Tél. : 6-47 et 37-47

LES AGRICULTEURS : De l'expérience économique au choix politique...

La XX^e assemblée générale de la F.D. S.E.A. (1) d'Ille-et-Vilaine a donné lieu à un rapport d'activité fort intéressant à plus d'un titre. Il est le témoignage d'une véritable prise de conscience « prolétarienne » d'une élite d'agriculteurs qui découvrent que leurs problèmes sont liés au développement économique de la Bretagne, lequel ne se conçoit que dans le socialisme et l'autonomie. Sans que ces deux mots-clés soient prononcés, sans que le cadre régional soit défini avec précision (2), les responsables agricoles tentent, dans leur démarche, de convaincre l'ensemble de leurs militants que leur sort est lié à celui des ouvriers bretons, que leur avenir dépend d'un plan de développement régional impératif élaboré de concert par tous les travailleurs.

POUR UNE ACTION UNITAIRE EN BRETAGNE

Les agriculteurs d'Ille-et-Vilaine justifient comme suit leur concours actif à la manifestation historique des travailleurs bretons du 29 octobre 1966 :

« Ceux qui feignent de s'étonner de la solidarité des paysans et des ouvriers n'ont-ils par réfléchi à cette logique imposée par l'évolution ? Et n'ont-ils pas conscience de l'hémorragie que subit notre région par les départs massifs de jeunes qualifiés qui ont coûté à élever, à éduquer, à instruire.

« Parce qu'en huit années la population active agricole a diminué de plus de 20 % en Ille-et-Vilaine et que 25 000 personnes de ce département ont quitté l'agriculture, rejoignant les jeunes en ville à la recherche d'un emploi ;

« parce qu'il faut industrialiser la Bretagne tant pour maintenir les travailleurs en place que pour créer des emplois nou-

« Nous pourrions accroître les efforts « d'incitation pour créer des emplois en « Bretagne, mais dans le régime capitaliste « où nous sommes, il n'est pas question « pour le gouvernement de donner des or- « dres aux industriels de venir s'implanter « chez vous. »

« Cela a au moins le mérite de la franchise et de nous montrer qu'il faudra plus d'une manifestation pour résoudre nos problèmes. »

On comprendrait mal que pour une question d'école les agriculteurs votent pour des candidats « centristes » partisans du libéralisme économique et complices de la politique antisociale et antibretonne actuelle.

POUR DES SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES

La F.D.S.E.A. d'Ille-et-Vilaine propose alors : « Le développement départemental doit s'insérer dans un cadre régional plus large. Plus que de donner des avis plus ou moins entendus à travers les CODER, nous demandons l'institution de conseils régionaux économiques et sociaux dotés de véritables pouvoirs dans l'élaboration et le contrôle des plans de développement ».

Cette autonomie régionale n'est pas la seule revendication des agriculteurs.

POUR UNE COLLECTIVISATION DE L'OUTIL DE TRAVAIL

Bannissant le mot « collectivisation » qui fait peur, le rapport propose enfin la « cantonalisation », voire la régionalisation du sol, c'est-à-dire sa propriété collective, afin d'associer à la gestion de la terre les agriculteurs eux-mêmes, les autorités régionales et les travailleurs. Seul le terme socialiste peut s'appliquer à une telle conception.

Cette analyse remarquable donne aux revendications des agriculteurs bretons tout leur sens en liant leur sort à celui des ouvriers, des enseignants et autres fonctionnaires mal payés, exploités, bien que ne faisant pas partie du prolétariat au sens strict du mot. Elle aboutit effectivement à une double revendication de socialisme et d'autonomie, c'est-à-dire au socialisme démocratique. La suite logique devrait être la constitution d'une Fédération bretonne des syndicats ouvriers d'exploitants agricoles, des rapports de plus en plus étroits avec les syndicats et enseignants, les formations démocratiques « régionales » (4). L'intérêt des travailleurs bretons ne saurait être défendu à Bruxelles (ni même au sein de l'hexagone) par les représentants de l'Etat bourgeois, au seul service des trusts, auxquels la Bretagne est en train d'être sacrifiée.

Empruntons aux agriculteurs d'Ille-et-Vilaine la conclusion logique de cette analyse : « Il arrive qu'un rocher bien placé corrige le cours d'un fleuve. Ensemble nous serons ce rocher. »

J.-J. M.

(1) Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.

(2) Dans le texte du rapport, c'est toujours la Bretagne. Dans les faits, la Fédération a opté à plusieurs reprises pour l'Ouest (7, 9 ou 11 départements).

(3) En fait, le prétendu intérêt national n'est que celui des classes dominantes : la haute administration parisienne et la bourgeoisie d'affaires.

(4) L'amitié qui unit les jeunes agriculteurs du « grand Ouest » ne devrait pas suffire à faire choisir cet ensemble vague, anonyme et hétérogène comme cadre de la Fédération régionale, alors que l'analyse objective des caractères économiques et sociaux, notamment agricoles, militent en faveur d'une région bretonne homogène dont il serait à la fois dangereux et inefficace de diluer les problèmes.

LA DRAGUE, LE SOUS-FIFRE ET LA GRAND-MERE

Ne me reprochez pas de chercher des titres rares, car mes titres, c'est l'actualité bretonne qui me les fournit.

Actualités qui ne sont d'ailleurs pas toujours connues. Qui pourrait les publier, sinon la presse ? Or, où est la presse bretonne ? Je dis la presse bretonne quotidienne, qui disposerait d'assez de place pour informer le public des faits qui l'intéressent et qui pourraient le faire réfléchir.

Nous savons tout de même que nos marins-pêcheurs ont été en grève pendant trois semaines.

Je suppose qu'ils avaient de fortes raisons de le faire, car quand on accepte de perdre un mois de son salaire, il faut avoir de fortes raisons qui vous poussent. Un mois sans argent, ça tire sur le budget.

C'est pourquoi les marins-pêcheurs du quartier d'Auray eurent l'idée de draguer la rivière, et d'en vendre le produit à leur profit.

C'était une bonne idée. Ils en auraient tiré au moins 200 tonnes d'huîtres, la dernière drague en ayant produit 150 tonnes, et ce, sur une portion seulement de la rivière.

Ces huîtres sont des huîtres « sauvages », hors des parcs. A qui appartiennent-elles ? Aux ostréiculteurs riverains et aux inscrits maritimes du quartier.

La solidarité des gens de mer n'est pas un vain mot. De grand cœur les ostréiculteurs donnèrent leur accord. L'administrateur du quartier d'Auray — bien placé pour décider de l'opportunité ou non de la drague — le donna aussi.

Alors, on dragua ?

Halte ! pas si vite, car il fallait qu'Auray en demandât la permission à Nantes — moins bien placée évidemment qu'Auray — ce qui demanda quelques jours.

Alors, on dragua ?

Non, car il fallut que Nantes en référât à Paris.

Et la décision de draguer des huîtres en rivière d'Auray fut finalement prise par un quelconque sous-fifre, qui avait sans doute mangé des huîtres à son réveillon, mais qui, en fait de drague, ne connaissait probablement que celle qui se pratique place Pigalle.

Et quand la permission fut octroyée, enfin, la grève était terminée, et nos marins, les poches vides, avaient repris la mer !

Et vive la centralisation !

Mais cherchez donc dans la presse quotidienne une relation de ce fait !

Par contre, même la télé nous a raconté l'aventure de cette pauvre grand-mère « qui voulait s'en retourner à pied en Bretagne, à Pluvigner ».

Que voilà donc un fait pittoresque ! Et, de surcroît, elle s'exprimait en breton. Voyez-vous ça, en plein Paris ! Et, pour combler nos folkloristes, ou nos « folkloroformistes », comme dit l'autre, elle a trouvé sur sa route un agent de police comprenant sa langue !

Et nos journalistes de raconter, en long et en large, l'histoire. La pauvre grand-mère, on l'a reconduite « bien gentiment » chez son fils. Et tout se termina très bien — mais pas pour elle.

Je ne trouve pas cela gentil, mais navrant, et la façon dont on le présente, indigne d'une société qui se veut civilisée. Car, enfin, pourquoi avait-elle fait patiemment quelques économies, pendant plusieurs années, sinon pour revoir son pays, pour y vivre normalement parmi les siens parlant sa langue ?

N'est-ce pas normal, n'est-ce pas légitime, n'est-ce pas humain ?

Je n'ai nullement envie de faire vibrer la corde sensible, mais je frémis à la pensée des milliers de drames semblables, nés de l'émigration et restés inconnus. Et je bénis le ciel de n'être né ni ouvrier ni fils de paysan.

Mais c'est pour eux que je lutte.

Que nous luttons !

STËN KIDNA.

BOIS Société J. LE GARS

Tél. 0.97 Quimper

veaux, nous avons aux côtés des syndicats d'ouvriers et d'enseignants de Bretagne voulu participer à la manifestation...

« Ce sont 10 000 Bretons qui sont conscients que demain la Bretagne sera ou un désert et un parc national ou une région prospère... »

« Les mesures arrêtées dans le cadre du V^e Plan pour la Bretagne sont hélas bien insuffisantes pour répondre aux objectifs que nous nous assignons. »

CONTRE LE LIBERALISME ECONOMIQUE

« Le développement est trop laissé au bon vouloir des forces capitalistes et financières qui se soucient bien plus de l'immédiate rentabilité de leurs capitaux que de l'intérêt national (3) qui passe par des régions équilibrées.

« Ce n'est pas M. Jeanneney, ministre des Affaires sociales, recevant une délégation des responsables syndicaux de Bretagne, qui nous contredira. Lorsque nous lui avons rappelé que plus de 100 000 Bretons entre 1954 et 1962 avaient dû quitter leur pays pour trouver du travail, que cette exode ne se ralentissait pas et que nous demandions des investissements importants pour notre région, M. Jeanneney a répondu :

TOUS MATERIAUX
ÉVERITE
Isolants thermiques et
phoniques « STILITE »

Société Bretonne

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
QUIMPER - Tél. 14-43 et 26-43

Sanitaire

Carreaux, grès, faïence
VILLEROV ET BOSCH

Racisme pas mort...

« MINUTE » FAIT ECOLE !

A qui revient la palme de la candeur dans les déclarations préélectorales ? A Malraux, qui déclara à Quimper : « La Bretagne a été délaissée depuis 1962, c'est pourquoi le général De Gaulle en personne vous envoie son ami Michel », ou à Drogou qui, interpellé par un militant bretois de l'U.D.B., au sujet du prix de la délirante campagne d'affiches gaullistes, eut ce mot : « Qui paie la campagne ? Eh bien, c'est vous et moi ! »

Nous préférons encore la franchise du dit amiral, à celle de son collègue La Berthaudière, titulaire de la chronique maritimo-colonialiste du *Télégramme*, et qui écrit dans le numéro du 3 mars de ce dynamique quotidien : « Fiers à juste titre d'avoir conservé pendant trois siècles la pureté de leur race et la culture française, ces Antillais souffrent de voir appeler créoles, comme eux, des mulâtres issus du croisement avec les noirs d'Afrique, descendants des esclaves. Intellectuellement, ce métissage n'a jamais donné d'heureux résultats : à peine, en trois cents ans, peut-on citer les deux Dumas, père et fils, et c'est parmi eux que se recrutent aujourd'hui les plus ardents partisans du séparatisme antillais. Physiquement, le métissage est plus heureux. J'ai connu, à la troisième ou quatrième génération, de ravissantes quarteronnes ou octavones ; mais elles n'avaient jamais l'intelligence et le charme de la créole des Antilles. »

Composition linotype à façon REVUES — TABLEAUTAGES — THÈSES

LINARMOR

15, rue des Fossés — RENNES

CABINET

Le Berre et Plumereau

29, place de la République - B.P. 29
29 S - PONT-L'ABBÉ - Tél. 273

Crédits à la Construction
Transactions Immobilières
— et commerciales —
Rédaction d'actes S.S.P. - Baux
Locations

PLOMBERIE

Chauffage - Couverture - Zinguerie
Fumisterie

Entreprise BAUDAIS S.A.R.L.

1, rue du Lycée - 10, quai Zola
Tél. 40.88.78 - B.P. 290 - RENNES

Hôtel-Restaurant PASCAL F^{me}

" CHEZ ROSA "

15, avenue de la Gare
Tél. : 081 QUIMPER

L'ESPAGNE toujours sous la botte franquiste...

Au moment où, dans l'hexagone, le régime du pouvoir personnel risque de devenir de plus en plus autoritaire, il nous a paru intéressant de publier l'analyse d'un régime que certains « démocrates » seraient tentés de considérer comme amendé et prêt à pouvoir rentrer de plein droit dans le concert des démocraties du Marché commun. Cette analyse est d'autant plus intéressante qu'elle est l'œuvre d'un militant basque qui se bat tous les jours contre le régime franquiste.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Parmi les nombreuses formes de dictature qui se maintiennent en Espagne — et auxquelles la Loi organique n'a rien changé — existe le mode des « élections municipales » qui ne peut manquer de surprendre après trente années de "paix", et qui enserme la population dans une main de fer.

En effet, tout conseil municipal, depuis la ville la plus importante jusqu'à la plus humble des bourgades, se trouve partagé en trois parties :

a) Un premier tiers est élu, en apparence, d'une manière démocratique.

Mais les électeurs ne sont que les « chefs de famille », ce qui restreint considérablement l'éventail des tendances. Et surtout, le candidat ne peut être le délégué d'aucun parti politique (puisque ceux-ci restent toujours interdits, sous quelque forme que ce soit). Le candidat se présente donc à titre personnel, et son programme ne peut être que rigoureusement orthodoxe, ou anodin, sinon il serait sévèrement censuré par la presse et par les autorités.

Il s'ensuit un désintérêt flagrant dans toute la nation et, aux dernières élections (novembre 1966), on a noté une participation allant de 12 % à 30 % qui ne peut s'expliquer seulement par l'égoïsme individuel. Les candidats éventuels régnent à se présenter et, dans certaines petites villes, il n'y a même pas d'élections par manque de candidats adverses à ceux présentés systématiquement par la Phalange ou les tenants du régime.

Enfin, l'élu doit jurer fidélité inconditionnelle à Franco, et l'on sait en Espagne l'importance d'un serment devant l'Évangile pour qu'il ne soit pas question de le transgresser.

Ce tiers apparemment démocratique est lui-même renouvelable par tiers tous les trois ans, et il s'en suit une grande stagnation dans la vie municipale.

b) Un second tiers est choisi d'autorité par le gouverneur de la province sur une liste présentée par les entités professionnelles et culturelles, les syndicats verticaux et les phalangistes ; en général, les candidats de ces deux dernières entités obtiennent la préférence du gouverneur.

Ce choix doit être entériné par les conseillers municipaux en place, mais on connaît trop le poids de la volonté du gouverneur pour imaginer la moindre contestation...

Ces nouveaux conseillers doivent également jurer fidélité inconditionnelle à Franco.

c) Le troisième tiers est également nommé par le gouverneur dans un milieu encore plus restreint de fidèles au régime franquiste.

Quant au MAIRE, c'est un fonctionnaire nommé par le gouverneur ; il est choisi en dehors des conseillers municipaux. Il peut être « parachuté » de l'extérieur, choisi parmi des étrangers, à la cité alliés à quelque famille locale, ou, s'il est du pays, présenter des garanties de franquisme inconditionnel.

Celui qui répugne à être ainsi nommé, et refuse cette charge, peut s'exposer à de graves ennuis...

De sorte que le régime franquiste a en main une solide majorité des deux tiers dans toutes les cités sans exception, avec un maire dont la servilité n'a d'égale que celle des « députés » qui

sont également nommés.

Le résultat est automatique : aucun conseil municipal, aucune députation n'ose exprimer une idée personnelle. Personne n'ose bouger, craignant les sanctions habituelles. Un maire peut devenir député, puis être nommé gouverneur, changer de ville ou de province, sans aucune inquiétude.

Il résulte aussi de ce grave manque de représentativité populaire :

1) Que la réaction des citoyens ne peut s'exprimer : on a vu des villes ou des provinces gravement lésées par une décision du pouvoir central ne pouvant absolument pas protester — au contraire bénir la main qui les frappait — en raison de la lâcheté des maires et des députés qui doivent leur carrière à la volonté toute-puissante du caudillo et de son entourage.

2) Que la Loi organique récente a été approuvée par les Cortes par acclamation, et sans discussion d'aucun des articles prévus, car tous les membres des Cortes étaient soit des officiers ou des gouverneurs en exercice, soit des députés ou des maires qui ne méritent pas leur nom mais plutôt celui de fonctionnaires du régime.

Ceux qui ont pu voir la télévision espagnole au soir du 22 novembre 1966 se seraient crus au meilleur temps du fascisme, lorsque le duc était follement acclamé par une foule debout et disciplinée...

Revenons sur le référendum du 14 décembre dernier, dont nous connaissons l'ambiguïté : il n'y avait pas une véritable option. Et, certes, la machine électronique de Madrid a fonctionné sous les yeux des observateurs étrangers, mais le résultat de chaque scrutin local était examiné à huis clos par des partisans du régime, et les bulletins ont été immédiatement brûlés. Quant aux irrégularités, pressions et menaces, elles ont stupéfié même les amis français du franquisme. Un journaliste libre a vu des urnes de verre où l'on devait jeter des bulletins non pliés, sans enveloppe !

Ayons à cœur — pour aider nos amis espagnols, basques et catalans qui se débattaient dans la poigne de la dictature — de lancer un avertissement solennel aux démocraties qui souhaiteraient faire du commerce avec l'Espagne et qui voudraient croire que maintenant la démocratie est suffisamment installée en Espagne :

— Ce serait trahir l'esprit de la charte du traité de Rome que d'affirmer que maintenant ces exigences sont remplies ;

— Ce serait trahir les démocrates espagnols, basques et catalans que d'accepter l'entrée de l'Espagne comme associée au Marché commun, sous le prétexte de la démocratiser peu à peu ; au contraire, cette décision ne ferait que raffermir son régime.

Le référendum n'a été qu'un paravent qui ne doit tromper personne et qui cache bien des misères : peur des amendes arbitraires, peur des brimades policières, impossibilité de s'exprimer au grand jour.

Il faut demander à l'Espagne des garanties réelles de démocratie : par exemple la réforme des « élections municipales », par lesquelles le peuple se manifestera plus aisément.

P. MARTIN,
Militant basque.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



COTES-DU-NORD. — Combien de temps la ligne aérienne Saint-Brieuc - Paris restera-t-elle effective ? Cette liaison, partant de Quimper, devait prendre effet à dater du 1^{er} avril. Mais le ministère, d'accord au départ, se fait maintenant réticent quant à l'octroi d'une subvention à Air-Inter.

Rien ne semble encore certain en ce qui concerne l'ex-usine Tanvergès qui en ce qui concerne la Société AGIMAN. Se heurtant, soi-disant, à des difficultés inattendues, ladite société parlait récemment d'abandonner ses projets. A l'origine de ces déclarations : la décision du ministère de ramener la prime promise de 20 % à 12 %. Aussi la société demandait-elle un prêt de 100 millions au Fonds de Développement économique et social. De nouvelles promesses ont été faites du côté du gouvernement, qui permettraient de résoudre le problème : mais seront-elles tenues, si les Guingampais votent "bien" ?

FINISTÈRE. — L'industrie de la conserve accuse une baisse d'importance vertigineuse dans le Finistère : ainsi la Cornouaille a vu se fermer une cinquantaine d'usines en moins de cinq ans, ce qui rejoint le passage de 10 à 6 entre 1962 et 1966 du nombre des conserveries de légumes du Morbihan.

ILLE-ET-VILAINE. — Lors de sa campagne électorale, M. Bourges, ministre de l'Information, spécialiste du mensonge, a souligné les efforts faits durant son précédent mandat pour l'industrialisation de la région malouine, évoquant en particulier "sa" zone industrielle de 90 hectares. Mais ce que n'a pas dit ce ministre c'est que "sa" zone porte uniquement une entreprise employant quelques dizaines de femmes. Combien de réalisations du même type, grâce auxquelles journaux et la télé nous font croire à l'industrialisation de la Bretagne, et qui ont coûté fort cher aux collectivités locales, se trouvent dans une situation identique !

LOIRE-ATLANTIQUE. — Les salaires des différentes "zones" de l'hexagone accusent parfois, dans certaines catégories professionnelles, des différences énormes. Ainsi, après les employés des usines Dassault, de Bordeaux et, pour des raisons identiques, les "mensuels" de la métallurgie de Saint-Nazaire, voyant que leurs réclamations restaient lettre morte, ont-ils décrété la grève : leurs salaires sont, en effet, de 16 % inférieurs à ceux de leurs homologues de la région parisienne.

En dépit de quoi, M. Olivier Guichard, dont le glorieux passé de "déménageur public" est

connu de tous, ne manque pas de cynisme : « J'ai pensé qu'après avoir travaillé à l'équilibre harmonieux des différentes régions françaises, c'est en représentant l'une des circonscriptions législatives qui illustre le mieux l'Ouest et ses difficultés, que je pourrais le mieux poursuivre mes efforts au service de mes compatriotes et aussi du pays tout entier. » La V^e République est au service de tous et de chacun !

Lors d'une réunion avec le préfet de Loire-Atlantique, l'U.D.C.F.D.T. a insisté sur plusieurs points dont un, primordial, celui de l'emploi.

Ainsi, le nombre de demandes d'emploi, non satisfaites, a doublé en trois ans, et des mises en chômage, prévues depuis longtemps, n'ont été retardées qu'à cause des législatives : 1 500 emplois, sans tarder, dans le bâtiment, 12 000 dans la construction navale au cours du V^e Plan.

Un "front commun" des syndicats, des organisations familiales et des associations de locataires s'est formé à Nantes pour la défense du "logement social". Les loyers HLM ont, en effet, augmenté rapidement de 25 à 30 % et, parallèlement, 2 000 logements "primés" restent vides, les prix de vente étant trop élevés.

MOR-BIHAN. — Les syndicats des Forges d'Hennebont (ou plutôt ce qu'il en reste) ont protesté auprès du Conseil général contre une séquence de l'émission télévisée "La Bretagne en marche" (13 février) qu'ils estiment contraire à la dignité du personnel et de nature à défavoriser la main-d'œuvre de l'entreprise auprès des employeurs. Sombre ironie que d'aller tourner une émission sur un tel thème dans une usine en voie de disparition ! En plus de quoi, toujours en avance, comme chacun le sait, de plusieurs longueurs, l'O.R.T.F. a tourné une partie de ladite séquence dans un atelier arrêté depuis dix ans !

A Lorient, la grève des marins-pêcheurs aura duré 27 jours. Et encore, la reprise du travail par les membres des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et patrons de pêche aura-t-elle été à une très faible majorité : 307 voix contre 254. La plupart des grévistes et de leurs délégués syndicaux, en dépit de quelques points acquis estiment à juste titre n'avoir pas obtenu satisfaction dans la lutte qui les oppose aux armateurs... mais beaucoup de familles se trouvaient à bout de ressources. Sans doute M. Messmer, dynamique quant à la militarisation de la Bretagne, se moque-t-il bien des marins-pêcheurs.

ÉDITO (Suite de la page 2)

répond en partie ainsi à une exigence de démocratie et nous nous félicitons de l'action de R. Prat, à Morlaix, qui a augmenté les voix faites en 1962 par Tanguy-Prigent.

L'incohérence des votes des Bretons par rapport à leur situation socio-économique demeure. Nous savons que notre combat est un long et dur combat ; nous savons que la Bretagne est un "bastion du gaullisme" et qu'on ne supprime pas les effets d'une véritable "colonisation" en un scrutin électoral. Plus que jamais notre présence est nécessaire ; nous travaillons à l'échelle qui nous paraît la plus naturelle, la plus humaine ; notre exigence de démocratie nous pensons l'accomplir pleinement en voulant construire cette démocratie socialiste avec nos compatriotes ; en même temps nous nous ouvrons sur le monde : ici en soutenant le peuple vietnamien dans sa lutte contre l'impérialisme américain, là en dénonçant la dictature franquiste en Espagne. Nous sommes totalement notre vocation de parti breton de gauche. Notre idéal est dynamique et jeune ; témoin ce fait qui vaut mieux qu'une démonstration. Deux jours après les résultats du premier tour, nous recevions la lettre d'un jeune Breton finissant son service militaire. Abonné en 1964, première année d'existence de l'U.D.B., alors qu'il était encore lycéen, par l'un de nos camarades, il n'avait pu continuer à lire notre journal et demandait ce qu'il fallait faire pour se réabonner, pour combattre avec nous.



COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Vous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

- ...Tous ceux qui œuvrent pour la Bretagne me sont sympathiques "a priori", même si je ne suis pas d'accord sur tout. Mais, de grâce, qu'on s'entende sur l'essentiel. En prend-t-on le chemin ? Benozh doue deoc'h. — Abbé B. (Pontivy).
- Bravo pour votre publication ! — P. M. (Ploumeur).
- Je souscris un abonnement d'un an, car Le Peuple Breton est une affaire à suivre. — N. L. (Pont-l'Abbé).
- De tout cœur avec vous. — M. L. (Saint-Brieuc).
- « Nous devons refuter la propagande gaulliste, faire connaître à la gauche française nos positions sans concessions. » Pas tout à fait d'accord ! Que les voix bretonnes aillent à ceux qui défendent une cause bretonne (économie, culture). Qu'importe alors le parti politique français. Bretagne d'abord ! Ganeoc'h evid Breiz. — G.C. (Les Lilas).
- Avec sympathie et confiance pour les plus grands espoirs de succès. — J. R. (Bordeaux).

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
Terrassements — Voierie — Carrières

Yves LE PAPE et fils
29 S - PLOMELIN Tél. 117

ENTREPRISE DE MAÇONNERIE
TRAVAUX PUBLICS

LE TOULLEC

PLONÉOUR : Place Victor-Hugo
LE GUILVINEC : Robiner en Plomeur
Tél. 1-72

CARROSSERIE AUTOMOBILE

Passage au marbre - Peinture dans cabine

JEAN CAZEAUX

Le Poteau-Vert

29 S - CONCARNEAU